

Un mandat de rupture pour Vassal

Département

Les modifications apportées au budget de la majorité confirment le recentrage libéral de sa politique.

Une commission anti-corruption sur les marchés publics a rendu, vendredi, son verdict.

Dix-huit mois après son arrivée à la tête du Département, la présidente les Républicains, Martine Vassal, a annoncé vendredi lors d'une séance publique essentiellement consacrée aux modifications budgétaires vouloir mener une politique de « rupture », tout en « transparence », pour couper court à toutes rumeurs, après les affaires qui ont secoué la collectivité.

Une commission indépendante, présidée par Jacques Léger, ancien conseiller d'État, a présenté un rapport d'audit sur les marchés publics, après la mise en examen au printemps dernier d'un haut fonctionnaire du Département. Elle a mis en avant la défaillance d'un cadre, seul maître à bord. « Les marchés à bon de commande ont été truqués, par les agissements d'un fonctionnaire qui a agi seul », a révélé l'ancien magistrat, préconisant des mesures propres à la maîtrise des facteurs de risque des marchés publics.

Au cours des débats, les élus ont eu à se prononcer sur le plan d'action 2016-2018 de l'Agenda 21, désormais réduit de près de moitié. Ce qui a suscité la réaction d'Aurore Raoux, du groupe communiste. Les derniers incendies qui ont frappé notre département réclament une politique de prévention, d'entretien des forêts. Sur ce volet, Martine Vassal a annoncé avoir mis fin au contentieux

qui opposait la Ville de Marseille concernant le bataillon des marins-pompiers et le Sdis, c'est au prix pour ces derniers d'une aide de 100 millions et de 10,8 millions pour le BMP. Des sommes qui entrent dans le calcul des modifications apportées au budget.

Présenté par Didier Réault, rapporteur général du budget, il confirme l'inflexion prise par la nouvelle majorité depuis son arrivée. En décidant de réserver la prime de Noël au seul ménage avec enfants, la Département réalise un plan d'économie de 6,8 millions d'euros sur le dos des plus démunis.

Baisse des dotations

Le socialiste René Raimondi a dénoncé la pression menée sur les collègues avec une réduction de 10% des dotations. Tandis que Josette Sportiello (PS) a évoqué la répartition des 100 millions d'euros pour Marseille, dont les 6e et 8e arrondissements raflent 41% de l'enveloppe.

Le président du groupe communiste, Claude Jorda, a lui insisté sur des choix, dont les conséquences touchent la vie des habitants, notamment la solidarité avec l'autonomie des personnes âgées et leur dépendance et l'aide à domicile dont les moyens manquent cruellement. Compétence du Département, le volet solidarité subit le contre coup de la baisse des dotations d'État. Claude Jorda a demandé au Département un moratoire sur la baisse des dotations et la recentralisation du RSA, comme l'a déjà fait le conseil départemental du Val-de-Marne.

En décidant de rajouter 1 million d'euros au pot pour Marseille capitale du sport, les orientations budgétaires confirment une fois de plus les priorités d'une collectivité, qui demandent à être répartis avec d'avantage de « justice ».

Catherine Walgenwitz

